

JOURNEE D'ETUDE



La Responsabilité Climatique des Organisations

20 Septembre 2023

Cité du Développement Durable, Nogent-sur-Marne



Cofinancé par



○ Table des matières

| | |
|----------------------------------|-------------|
| Note conceptuelle | p.3 |
| Programme | p.6 |
| Intervenant.es | p.9 |
| Groupe <i>initiatives</i> | p.13 |



○ Note conceptuelle

○ I – Introduction

La **Responsabilité Climatique des Organisations** (RCO) consiste en l'intégration des enjeux climatiques dans les pratiques organisationnelles et les stratégies d'intervention des structures. Il s'agit donc en particulier de définir et mettre en œuvre des actions ou des changements dans le but de réduire l'empreinte carbone des organisations. Bien que ces bonnes pratiques puissent également prendre en considération les enjeux environnementaux et de biodiversité, il a été décidé que cette publication

Traverses se focalise sur les enjeux climatiques-carbone.

II – Contexte du Traverses

L'atelier organisé le 14 septembre 2022 sur la Transition Ecologique avec les membres du Gi a mis en évidence la volonté et les engagements de ces derniers à avancer sur cette thématique de la Responsabilité Climatique des Organisations (RCO). La réunion du 10 novembre a permis aux membres présents d'exprimer leur intérêt à participer à la démarche d'une publication Traverses dans ce sens. Durant ces échanges préalables, il a été décidé d'écarter le sujet de la prise en compte du climat dans les projets pour cette étude afin de se focaliser uniquement sur les aspects organisationnels.

Par la suite, le Gret et le GERES ont accepté de copiloter la préparation et la rédaction de cette revue Traverses avec l'aide des membres du Gi intéressés à participer au comité de pilotage qui sont GRDR, ID, IRAM et AVSF. Le COPIL reste ouvert à tous les membres du Gi intéressés. Les rôles de chaque organisation sont précisés dans les parties suivantes.

Cette note de cadrage a pour objectif de présenter l'approche choisie ainsi que les orientations et problématiques de l'étude qui seront prises en considération dans la publication Traverses, la note de positionnement ainsi que l'outil pédagogique. Elle a été co-construite par les organisations cheffes de file et les membres du Comité de Pilotage. Elle doit être validée par le CA du Gi avant d'initier les activités.

III – Contexte de la Responsabilité Climatique des Organisations

Records de température, accélération des événements extrêmes et dans le même temps augmentation des émissions de gaz à effet de serre... Au-delà des rapports du GIEC, l'actualité rappelle chaque jour un peu plus l'urgence climatique et l'urgence d'agir, à toutes les échelles, comme le rappelle Valérie Masson Delmotte, co-autrice et co-présidente du groupe 1 du GIEC *"Nous montrons le potentiel d'actions à toutes les échelles et pour tous les acteurs de la société. (...) ce rapport souligne à quel point nos choix comptent"*.

Les organisations du GI (i) ont conscience de ces enjeux écologiques et souhaitent mieux les prendre en compte, (ii) sont confrontées aux exigences croissantes des bailleurs privés et publics à ce sujet et (iii) souhaitent aboutir à un positionnement commun et communiquer sur cet engagement dans un souci de transparence et d'exemplarité. Dans ce sens, elles se sont engagées dans [leur cadre de coopération 2022-2025](#) à mener une démarche de RSO (Responsabilité Sociétale des Organisations qui intègre la notion de RCO) qui soit concertée. A ce jour, toutes les organisations ont initié, à des stades d'avancement différents, une démarche de RCO mais souhaitent partager et échanger au sein du Gi pour perfectionner et mutualiser leur approche et ainsi optimiser les impacts des actions initiées.



IV – Objectif général

L'étude permettra de produire de la documentation qui aura pour objectif d'accompagner les organisations au siège et sur les terrains pour faciliter la définition, l'appropriation et la mise en œuvre de leur stratégie de transition climatique vers une réduction de leur empreinte carbone en tant qu'organisation (ou RCO). Tenant compte des diverses approches mises en place en fonction des organisations et des contextes (géographique, thématique, organisationnel, culturel, etc.), la publication tâchera de présenter les principales phases communes de la définition et mise en œuvre d'une méthodologie de réduction de l'empreinte carbone en dégagant les réflexions spécifiques aux secteurs du développement et humanitaire. Les éléments proposés (analyse des difficultés rencontrées, bonnes pratiques, recommandations, etc.) seront issus d'une analyse bibliographique et de retours d'expériences et partages de situations concrètes des membres du Gi ou d'autres structures.

Le Comité de Pilotage de cette publication, qui s'est réuni pour la première fois le 11 janvier 2023, a permis de mettre en évidence les points de vigilance suivants :

- De la documentation sur la RCO existe déjà, notamment le document de capitalisation de la CCD sur la [Responsabilité Sociétale des organisations et ONG de solidarité internationale œuvrant pour le climat](#). Ces documents seront partagés aux membres du Gi et seront pris en considération dans les réflexions pour la réalisation de cette publication et pour éviter les doublons ;
- La diversité des organisations, le manque de recul sur des démarches qui restent récentes et les moyens disponibles pour réaliser l'étude ne permettent pas de produire un guide normatif et prescriptif qui soit exhaustif et applicable à tous les contextes. Ainsi, la publication proposera des éléments structurants pour cadrer, appuyer et construire les étapes d'élaboration d'une stratégie RCO avec des phases communes et les principaux questionnements et pistes de réponses, en mobilisant des bonnes pratiques.

Problématiques additionnelles

Au-delà des bonnes pratiques et étapes clés d'une transition climatique, les problématiques suivantes ont été identifiées lors d'échanges entre membres du Gi pour être intégrées dans l'étude :

- **Quelles spécificités pour la RCO des ONG en comparaison à d'autres types de structures ?** : De nombreuses méthodologies RCO existent, en particulier pour les entreprises (Net Zero Initiative, Science Based Targets, etc.) mais ne semblent pas entièrement adaptées aux spécificités des ONG. Comment adapter ces méthodes aux enjeux et considérations des ONG ? Quelle différence de positionnement doit il y avoir entre les ONG et d'autres structures au regard de ces politiques RCO ? Quel est le CO2 essentiel pour mener des activités de développement ? Quel périmètre (scope) semble le plus pertinent à étudier pour les organisations de solidarité internationale ? Quelles actions mener pour réduire les émissions de CO2 sans entraver la qualité du travail / les impacts de l'ONG ?
- **Quel financement de la RCO ?** : La définition en concertation puis la mise en œuvre de ces stratégies de transition écologique de l'organisation ainsi que l'intégration de ces enjeux dans les projets demandent une forte implication interne au siège et sur les terrains. Comment financer ce temps de travail interne pour atteindre ces objectifs ambitieux ? Quels mécanismes de financement sont disponibles ? Comment travailler ensemble pour mutualiser les coûts et faciliter la dissémination des bonnes pratiques ?

V – Livrables et attendus

Les livrables attendus de cette étude sont les suivants :

Une publication Traverses :

- (i) présentera les étapes principales de la définition au suivi d'une stratégie climat-carbone. Pour chaque étape, sans être prescriptif, le document proposera des clés : quelles sont les questions à se poser, les activités possibles, les parties prenantes à impliquer, etc. ?
- (ii) intégrera une analyse des 2 problématiques proposées ci-dessus ;

Une note de positionnement de 4 pages : elle synthétisera le positionnement du Gi sur les 2 problématiques mentionnées ci-dessus ;

Un outil pédagogique : sous la forme d'une infographie, l'outil proposera une synthèse visuelle des étapes et question clés pour le déploiement d'une stratégie climat-carbone.



○ VI – Méthodologie

Comme pour la plupart des publications Traverses, une journée d'étude sera organisée pour échanger entre pairs sur des études de cas qui permettront d'aboutir aux 3 livrables ci-dessus.

Pour cela, les étapes suivantes seront réalisées à la suite de la validation de la note de cadrage par le CA du Gi et la signature de la convention avec les organisations co-cheffes de file :

Phase préalable / préparation : cette première étape permettra d'affiner les attentes des membres du Comité de Pilotage et le périmètre d'étude de la démarche (quels acteurs considérer et impliquer, quels types d'études de cas, quelles sont les grandes phases à étudier, quelle méthode d'animation pour la journée d'étude, etc.)

Identification des cas : les cas concrets et pertinents de définition et/ou mise en place de RCO à étudier seront identifiés. Les études devront être complémentaires c'est-à-dire traiter de différentes phases de la stratégie climat et idéalement couvrir divers contextes (notamment géographiques) ;

Une **grille d'analyse** (guide d'entretien) sera construite dans le but de collecter des informations auprès des organisations identifiées à l'étape précédente sur des situations spécifiques et pertinentes ;

Des **entretiens** seront menés à partir de cette grille d'analyse auprès des organisations volontaires identifiées qui ont des situations concrètes de RCO à partager ;

Des **études de cas** seront conçues à partir des éléments collectés durant les entretiens et d'éventuels approfondissements bibliographiques. Elles seront analysées au préalable et les résultats seront la base des travaux menés durant la journée d'étude ;

Une **journée d'étude** sera organisée en présence des membres du Gi et d'autres organisations jugées appropriées en fonction des sujets à traiter (bailleurs de fonds privés et publics, autres organisations en transition écologique, experts universitaires, etc.). Il est envisagé d'organiser un format hybride pour faciliter la participation et l'appropriation du sujet par les équipes terrain. Les résultats issus de cette journée seront la base des éléments des 3 livrables attendus ;

Rédaction des livrables : les organisations cheffes de file avec l'appui des membres du Comité de Pilotage rédigeront les 3 livrables attendus à partir des éléments recueillis durant toutes les étapes précédentes. Ils pourront être relus par des experts externes. Ces livrables seront mis en forme et imprimés pour leur diffusion.

Restitution : Une restitution sous forme de webinaire sera organisée pour diffuser à plus large échelle la publication Traverses RCO.



○ Programme

| | | |
|--|--|---|
| 09:00 | Accueil café | |
| 09:30 | Introduction | Marie-Noelle Reboulet, Groupe initiatives |
| 09:40 | Cadrage | |
| | Introduction du concept de RCO | Maud Ferrer, Gret |
| | | Nadia Trainar, Geres |
| Echange en plénière | | |
| 10:00 | Les grandes étapes d'une RCO : revue des 4 premières étapes | |
| | <u>Objectif</u> : Disposer des clés de déploiement d'une stratégie RCO au travers de bonnes pratiques et témoignages | |
| | Etape 1 : Prise de conscience et motivation d'agir | Camille Tignon, Initiative Développement |
| | | Claire-Isabelle Rousseau, Iram Manuelle Miller, AVSF |
| | Etape 2 : Une équipe dédiée | Marie Leroy, Care |
| | Etape 3 : Mesure de l'empreinte carbone | Manuelle Miller, Avsf |
| Etape 4: Stratégie de réduction de l'empreinte carbone | Guillaume Quelin, Gret | |
| Echange en plénière | | |



11:20

Pause café



Les grandes étapes d'une RCO : revue des 3 dernières étapes

Objectif : Disposer des clés de déploiement d'une stratégie RCO au travers de bonnes pratiques et témoignages

11:30

Etape 5 : Mise en oeuvre de la stratégie

Olivia Pelegrin, ACF

Etape 6 : Suivi-Evaluation/Capitalisation

Nadia Trainar, Geres

Etape 7 : Communication et Plaidoyer

Aline Hubert, REH

12:30

Pause déjeuner



Deux ateliers parallèles : Principes d'actions et financement de la RCO

Principes d'actions de la RCO

Objectif : Etablir les fondements de l'action, les bases d'une approche commune et les recommandations méthodologiques d'une RCO pour les membres du Gi

14:00

Déroulé :

1. Présentation et clarification de la proposition de Principes d'action (construite en amont)
2. Travail d'amélioration et d'alignement collectif



| | |
|-----------------------------|--|
| <p>14:00 (suite)</p> | <p style="text-align: center;">Financement de la RCO</p> <p><u>Objectif</u> : Identifier les pistes de financements disponibles de la RCO et partager une stratégie de recherche de financement collective</p> <p><u>Déroulé</u> :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Présentation des moyens actuels des ONG pour le déploiement de leur RCO2. Témoignage d'opportunité de financement de la RCO3. Réflexion collective sur les opportunités et modalités futures du financement de la RCO |
| <p>16:00</p> | <p style="text-align: center;">Pause café</p>  |
| <p>16:10</p> | <p style="text-align: center;">Restitution des travaux de groupes</p> |
| <p>16:40</p> | <p style="text-align: center;">Regards croisés de grands témoins</p> <p style="text-align: right;">Vincent Pradier, Coordination SUD</p> <p style="text-align: right;">Christian Cabrit, Initiative Développement</p> <p style="text-align: right;">Stéphanie Njiomo, Activiste</p> |
| <p>17:00</p> | <p style="text-align: center;">Clôture</p> |



○ INTERVENANT·ES



Maud FERRER: Responsable de Projet Siège au Gret depuis janvier 2019 sur les thématiques biomasse-énergie, gestion des déchets et climat, elle co-anime également le Groupe de Travail Transition Ecologique du Gret (définition et mise en œuvre d'une stratégie environnementale et climatique, formation, animation du réseau de référent.es terrain, etc.). Maud a été préalablement consultante en formation et conseil en gestion de projet durant 3 ans à Paris avant de coordonner un projet à Madagascar pour l'ONG Nitidae (Etc Terra) entre 2016-2018 pour accompagner la mise en place de filière d'installation de bio digesteurs et la production et commercialisation de foyers améliorés.



Nadia TRAINAR : Responsable Programme Climat & Carbone au sein du Geres, ONG de développement internationale qui défend la solidarité climatique. Elle l'a rejointe en 2023 pour soutenir la transition vers des modèles soutenables des territoires et des populations - en particulier les plus vulnérables. Convaincue qu'il faut miser sur la coopération et sur une démarche systémique pour relever nos défis actuels, elle accompagnait précédemment la transformation d'organisations publiques et privées au sein du campus d'innovation the camp. Auparavant, elle a occupé des fonctions dans les secteurs public et privé, notamment dans les domaines de la prospective stratégique, de la réglementation technico-économique et des négociations internationales.

Certifiée (EDHEC BS) en finance carbone et économie du climat, elle est ingénieure Mines-Télécom Atlantique et diplômée de Sciences Po Paris (Affaires publiques européennes).



Camille TIGNON : A Initiative Développement depuis 2018, Camille est Responsable de la thématique Climat-Energie- Forêts où elle suit les projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique porté en appui de partenaires au Burkina Faso, Comores, Congo, Sénégal, Tchad, Madagascar. Elle pilote depuis l'an dernier le chantier transition écologique d'ID qui vise à une meilleure intégration des enjeux climat dans les pratiques et les projets de l'organisation.



Claire-Isabelle ROUSSEAU : Chargée de programmes à l'IRAM depuis 2020 au sein de l'équipe « acteurs, systèmes d'activités et filières ». Ingénieure agronome et titulaire d'un Master en sciences sociales, Claire-Isabelle a travaillé en gestion et mise en œuvre de projets de développement agricole et rural et dans les politiques publiques en France et à l'international. A l'IRAM, elle a développé une expertise en matière de transitions agroécologiques et appui au développement de filières durables, avec des activités principalement en Afrique de l'Ouest et centrale. Claire-Isabelle pilote le groupe de travail interne « empreinte environnementale » de l'IRAM, qui vise notamment à mesurer l'empreinte carbone des activités et à envisager les actions pour la réduire.



Manuelle MILLER: Vétérinaire de formation, spécialisée en santé publique vétérinaire, Manuelle MILLER est actuellement Chargée de Programme Elevage, Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire au siège d'Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF). Avec treize ans d'expérience dans des contextes multiculturels et de coopération internationale, à la fois dans les services vétérinaires publics et en ONG, elle est responsable de la mise en œuvre concrète de l'approche One Health (intersection des santés humaine, animale et des écosystèmes) dans le cadre de projets de développement rural à base communautaire. Elle suit plus particulièrement les projets au Laos, au Cambodge et en Ethiopie, et elle représente AVSF au sein du réseau VSF-International.



Marie LEROY : Responsable du pôle Amérique Latine/Asie et Référente Climat pour l'ONG CARE France, Marie travaille depuis plus de 12 ans sur les questions climatiques et environnementales dans le secteur du développement international (ONG, agences onusiennes, agences de développement). Ses domaines de compétences incluent l'impact du changement climatique sur les populations vulnérables des pays du Sud, en particulier les femmes, l'adaptation au changement climatique, les migrations et déplacements liés au climat, mais aussi la réduction de l'empreinte climatique et environnemental du secteur de l'aide au développement. Elle représente CARE France au sein de la Commission Climat et Développement et du Réseau Environnement Humanitaire.



Guillaume QUELIN : Responsable de projet de projets climat au Gret depuis 2021, Guillaume s'engage depuis 10 ans en faveur des transitions climatiques, en Afrique et en France. Après avoir travaillé à l'Ambassade de France au Togo puis avec SUEZ Consulting, il accompagne désormais la transition climatique de l'organisation et des projets thématique du Gret. Il co-anime également la Commission Climat et Développement de Coordination Sud, espace de dialogue et d'émulation entre ONG, en tant que chef de file.



Olivia Pélegrin : Après plusieurs missions sur des postes logistiques pour des ONG d'urgence, Olivia Pélegrin intègre le siège d'Action Contre la Faim en 2009. Elle y occupe tout d'abord des fonctions en support direct aux opérations, puis elle devient la responsable technique pour la logistique. Elle accompagne les évolutions de son domaine et collabore aussi à de nombreux projets transverses. En 2023 elle rejoint le pôle Environnement et Climat d'Action Contre la Faim, en tant que cheffe de projet transition carbone.



Aline HUBERT : Ingénieure spécialisée en hydrogéologie et géographie, Aline Hubert a travaillé 8 ans sur des problématiques de gestion des ressources en eau en Afrique subsaharienne, en ONG, organisme diplomatique, bureau d'étude et institut de recherche. Bénévole dans plusieurs associations pour la transition écologique et sociale, elle rejoint le Groupe URD en 2021 pour interroger les enjeux de réduction de l'empreinte environnementale de l'aide et anime à ce titre le réseau environnement humanitaire (REH).



Vincent PRADIER—Regards au vu des dynamiques du secteur

Chargé d'études et d'analyse à Coordination SUD

Doctorant à IAE Paris – Sorbonne Business School « Concilier impératif humanitaire et transition écologique dans d'anciens territoires durablement dégradés : le cas des ONG de solidarité internationale



Christian CABRIT : Regards d'une ONG du Groupe initiatives

Secrétaire Général et Membre du Conseil d'Administration d'Initiative Développement



Stéphanie NJIOMO : Regards issus d'une activiste sur le terrain

Ambassadrice du Pacte Mondial pour l'Environnement

Fondatrice et associée à "Community Information For Climate Action"

Responsable programme climat à la Fondation Friedrich Ebert Stiftung
Cameroun



○ Groupe initiatives

Créé en 1993, le Groupe initiatives est un collectif de quinze associations professionnelles de solidarité internationale qui mettent leurs compétences au service d'acteurs engagés pour un développement durable et équitable. Ensemble, elles expérimentent et valident des approches efficaces et innovantes sur le terrain, et partagent leurs pratiques

Les membres de Gi travaillent dans huit domaines principaux d'intervention : i) l'agriculture, l'agroécologie et le développement rural, ii) le climat et les énergies renouvelables, iii) l'eau, l'assainissement et les déchets, iv) les droits civiques, le genre et la jeunesse, v) la microfinance et l'entrepreneuriat, vi) les villes et le développement urbain, vii) l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, viii) la santé, la nutrition et le bien-être social

Chiffres clés:



67 pays de coopération



136 M€ d'activités cumulées par an



+2000 professionnels



50 capitalisations Traverses publiées



913 projets et expertises par an, dont plus de 60 collaborations entre membres du Gi

60 collaborations entre membres

Les membres du Comité de pilotage sont : GRET, GERES, AVSF, INITIATIVE DEVELOPPEMENT, IRAM, GRDR



○ GRET

Le GRET agit dans une trentaine de pays au service des plus vulnérables. Ses actions se fondent tant localement – à l’écoute des communautés et à l’échelle des territoires – qu’internationalement, dans le plaidoyer et le partage de connaissances. Le GRET innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action, en valorisant les approches locales, et en créant du lien entre les différents acteurs, le tout sur un temps suffisamment long pour avoir un impact significatif.

○ GERES



Créé en 1976, le Geres est une ONG de développement internationale qui œuvre à l’amélioration des conditions de vie et lutte contre les changements climatiques et leurs impacts. En tant qu’acteurs de terrain, la transition énergétique est un levier majeur de notre action en faveur d’une plus grande Solidarité climatique. Pour un changement sociétal ambitieux, nous encourageons le développement et la diffusion de solutions innovantes et de proximité, nous accompagnons les politiques territoriales climat-énergie et nous mobilisons tous les acteurs en les incitant à agir et à soutenir les plus vulnérables..

○ AVSF



AVSF - Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières est une association de solidarité internationale reconnue d'utilité publique, qui agit depuis 1977 pour soutenir l'agriculture paysanne . AVSF met au service des communautés paysannes menacées par l'exclusion et la pauvreté, les compétences de professionnels de l’agriculture, de l’élevage et de la santé animale. AVSF soutient ainsi leurs initiatives pour obtenir de meilleures conditions de vie, gérer durablement les ressources naturelles dont elles dépendent, et participer au développement socio-économique de leur territoire. AVSF les aide à défendre leurs droits et mieux faire reconnaître leur rôle dans la société. Avec l'agriculture paysanne défendue par AVSF, des familles ne souffrent plus de la faim, des paysans vivent de leur terre et de leurs troupeaux, des communautés préservent l'environnement, des organisations nourrissent les peuples et défendent leurs droits.



○ INITIATIVE DEVELOPPEMENT



Depuis 29 ans, Initiative Développement participe au renforcement de l'autonomie des acteurs pour qu'ils construisent et mettent en œuvre par eux mêmes des réponses aux défis sociaux, environnementaux et économiques de leurs territoires. ID veut construire un monde plus équitable. Dans ce monde, chaque personne, même vulnérable ou marginalisée, doit pouvoir vivre dignement, s'exprimer et agir sur son environnement, dans le respect des autres et de la planète.

○ IRAM



En tant qu'association proposant des services de conseil en coopération internationale depuis 1957, l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement (IRAM) œuvre en faveur d'une société moins inégale et d'un développement durable. Cette mission est réalisée par la combinaison d'une expertise pointue et d'un engagement envers les normes professionnelles et éthiques les plus exigeantes. Depuis 1999, l'IRAM met en place des expertises de long terme ainsi que divers types de soutiens à court terme au Cambodge. Les interventions récentes de l'institut englobent un éventail d'initiatives telles que le soutien aux chaînes de valeur agricoles, aux organisations de producteurs, à la mise en place d'indications géographiques, ainsi qu'à la certification équitable de produits agricoles tels que le thé, le poivre et le riz. De plus, l'IRAM contribue à l'établissement de réseaux de micro-finance, parmi d'autres actions significatives.

○ GRDR



Le Grdr *Migration-Citoyenneté-Développement* est une association internationale de droit français composée de professionnels (agronomes, économistes, sociologues, géographes, urbanistes, travailleurs sociaux...) qui mettent leur savoir-faire au service des populations des territoires sur lesquels il agit. Créé en 1969 sous l'impulsion de ressortissants d'Afrique de l'ouest vivant en France, le Grdr est l'une des rares associations menant des actions de développement à la fois dans les pays de départ, de passage et d'accueil (Afrique de l'Ouest, Maghreb et France). Le Grdr inscrit son action dans la durée à travers une approche de proximité renforcée par une base associative locale, les Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) qui viennent en appui à nos équipes de terrain.

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

<https://www.groupe-initiatives.org/>

Le Projet SynerGi est cofinancé par l'AFD

